

Harold Bernat

Résistance de la république

Aux 27 professeurs grévistes dans l'Académie de Bordeaux le 4 juillet 2019



1

Qu'est-ce que la culture sans le peuple ? Une caste. Qu'est-ce que le peuple sans la République ? Le marché. J'ai longtemps cru que la révolte viendrait de la force individuelle. J'ai compris avec le temps que cette force, pour naître, devait être protégée par des institutions justes et droites. Pour faire des Nietzsche, il faut des Jaurès. Pour faire des artistes, il faut des éducateurs. Pour faire des maîtres, il faut des maîtres. Être anarchiste et défendre la République, nous en sommes bien là. Relisez Bakounine. L'idée est belle, la réalisation beaucoup moins. La destruction de l'État ? Nous y sommes. Est-ce l'intérêt des prolétaires ? Certainement pas. De Macron le petit ? Beaucoup plus.

Nous devons repenser l'État, l'affranchir des parasites qui usent de la force publique pour aggraver la spoliation des peuples. Nous devons le défendre là où il flanche, là où il s'effondre, là où il est attaqué. De l'intérieur, nous devons l'étayer. L'État comme force de contrôle, usant des moyens tératologiques de l'information pour étendre son empire, n'a jamais été aussi fort. L'État comme République, visant une justice commune et une défense du peuple, n'a jamais été aussi faible. Dénonçant le premier, nous affaiblissons le second ; soutenant le second, nous affrontons le premier. Big Brother ou le Contrat social, il vous faudra choisir.

Les totalitarismes du siècle passé nous empêchent encore de poser clairement le problème. Nous fantasmons une révolution libertaire qui n'aura jamais lieu, nous délirons l'émancipation des individus et la liberté de penser alors que les lieux de formation de l'esprit et les pratiques effectives de nos libertés disparaissent uns à uns. Nous sommes hantés par des mythes d'un autre siècle. En un mot, nous nous trompons d'époque. Le marché pulvérisera tout car telle est sa logique, sa pulsion de destruction écrivait le défunt Bernard Maris avant d'être rattrapé par la lucidité de son analyse dans les locaux de Charlie Hebdo, assassiné par les produits déshumanisés d'un marché sans tête et d'un Dieu mort. Le marché aujourd'hui pille les symboles de la révolte, les recycle jusqu'à la nausée, abâtardit l'homme en lui volant les mots de sa colère, en contaminant son imaginaire, en le privant des moyens symboliques pour se dire. Il cannibalise tout ce sur quoi il peut extraire de la valeur et fera son dernier billet sur le cadavre de l'homme.

Nous avons, justement en France, une tradition de pensée puissante et républicaine aujourd'hui attaquée de toute part. Les destructeurs du vide flattent le public en leur vendant une liberté formelle qui n'est que soumission. *En marche, émancipez-vous des vieux carcans*, telle est leur devise. Devenez des zombies sans âmes, voilà leur réalisation. La République c'est avant tout un espace et une garantie. Espace préservé de la violence du marché, garantie d'un lieu qui s'extrait de la concurrence folle qui ruine les vies des plus faibles et balaye les vaincus.

Je ne vois plus d'anarchistes mais des hommes dressés par une liberté factice ; je ne vois plus de républicains mais des apologues d'un monde sans limites. Le marché ne forme personne. Il produit des consommateurs car il en a besoin. Les anarchistes naissent dans les petits plis de la République ; les libertaires libéraux dans les grandes surfaces de la consommation. Combien d'ordre, de discipline, d'ascèse, de maîtrise collective pour faire naître un authentique révolté ? Combien de démissions, de sottises, de laxismes imbéciles pour accoucher d'un démocrate de pacotille ?

Anarchie, République : la contradiction n'est qu'apparente. Le grand naufrage de la critique libertaire trouve ici ses racines. La République lui fait horreur. « *C'est la chine*,

c'est Mao », s'exclamait il y a une vache à lait libertaire et paraît-il anti-philosophe. Ce sujet n'est pas porteur chez les anars de posture. La question de l'école est pourtant un nœud. Grande valeur de la gauche républicaine, elle a glissé aux mains des défenseurs de la nation du sang et des thuriféraires de la République. Les maurassiens revisitent Jules Ferry. Sans parler de Houellebecq, un sans force, un anémié de la modernité tardive, pour qui « *la République n'est pas un absolu* ». Au fond, tout le monde s'accorde : la liberté est ailleurs. Elle sera donc nulle part. Pour ces hommes indifférents à l'intérêt collectif, l'autorité de l'État est un pis-aller qu'il faut limiter hormis dans ses fonctions de contrôle et de police. La liberté en préservant l'essentiel, la paix de leurs commerces.

Être anarchiste, c'est être souverain pour soi ; être républicain, c'est vouloir la souveraineté pour tous. Transformer les inspecteurs de l'éducation nationale en gestionnaires des ressources humaines n'est un gain de liberté pour personne. Georges Canguilhem obligeait les professeurs de philosophie qu'il inspectait à donner le meilleur d'eux-mêmes. Il était du côté de l'exigence qui élève. Il protégeait l'école de l'ignorance du maître et rappelait au maître la dignité de sa fonction. C'est cela la République, le contraire du marché qui flatte pour exploiter, qui leurre pour vendre, qui égalise pour anéantir, qui triche pour soumettre, qui ment pour dominer.

La liquidation programmée des penseurs les plus critiques des cursus scolaires, au lycée, montre à quel point le principe anarchique n'est pas incompatible avec l'école républicaine qui préserve les pensées qui ne préservent rien. Bien au contraire. La liberté de l'esprit est antinomique avec celle du marché. *Vous êtes libres, venez comme vous êtes, avec votre religion en bandoulière, vos préjugés indiscutables, vos expériences sacralisées, vos opinions du jour, votre connerie s'il vous plaît* : voilà ce que veulent les ennemis de la République. Ils ne veulent rien entendre de la formation aux hiérarchies de valeur, de la nature de l'humus qui fait naître les grandes âmes, celles qui aspirent à la souveraineté de tous pour vouloir leur propre souveraineté.

2

Un professeur de l'État français pourra-t-il être demain un citoyen critique des institutions de son pays ? Pourra-t-il encore juger les politiques publiques et apporter sa voix, singulière, dans un livre, sur un blog, dans le respect des lois qui encadrent la liberté d'expression, à la vie démocratique et au débat contradictoire ? Suis-je susceptible de tomber sous le coup de la loi dite de « confiance » quand je rédige un livre critique sur l'élection d'un président de la République ? Suis-je passible de sanctions quand j'ironise ouvertement sur Pierre Mathiot responsable du rapport du même nom qui a envoyé aux oubliettes de l'histoire la série littéraire à laquelle, élèves et professeurs, nous étions tant attachés, dans la droite ligne des directives de l'OCDE sur la rentabilité de l'élève dans une économie mondialisée ? Suis-je condamnable quand je rédige un pamphlet contre la médiocrité des mœurs, la manipulation grossière de l'opinion publique et les ânes éditocrates qui vivent grassement sur les décombres de l'esprit critique en insultant le corps professoral ? Je ne pensais pas me poser un jour ces questions en France, pays des droits de l'homme et de la supposée liberté d'expression, de l'affaire Dreyfus et des innombrables combats d'idées qui jalonnèrent son histoire. Je me les pose aujourd'hui avec sérieux et gravité.

En 2007, la République française, lors du procès des caricatures de Charlie Hebdo a tranché : oui, nous avons, en France, le droit de caricaturer Dieu sans insulter quiconque. Oui, nous avons encore en France le droit à la satire et à l'irrévérence, à la critique, qu'elle soit acerbe, excessive ou outrancière dans sa forme et dans le respect du droit. C'était il y a 12 ans. Mais le climat national est en train de changer, à pas forcés. Nous assistons à une inflation sans précédent des logiques procédurales, du recours au droit plutôt qu'à la conflictualité politique qui est en passe de devenir insupportable aux oreilles de technocrates managers qui ne peuvent plus souffrir la contradiction, pire, qui confondent la contradiction politique avec l'irrespect vis-à-vis des institutions de la République dont ils seraient la douteuse incarnation. La République n'a pas à être incarnée, elle a sa vie propre. Les combats d'idées sont la sève de cette vie.

Le problème c'est que l'on ne peut pas penser l'école républicaine sur le modèle de l'entreprise. On aura beau démultiplier les indicateurs d'efficacité, les petits bâtonnets, jamais nous ne pourrions quantifier la formation à la citoyenneté éclairée avec des diagrammes et des pourcentages. C'est une affaire bien trop sérieuse pour cela. Au fond, le combat politique qui a trouvé son expression dramatique avec la grève circonscrite des correcteurs du baccalauréat nous engage dans un choix fondamental pour l'avenir de notre République : l'école est-elle l'antichambre du marché ou a-t-elle pour vocation première de former et d'instruire des citoyens éclairés ? Cette alternative n'est peut-être pas aussi tranchée mais elle se pose aujourd'hui clairement quand les impératifs de rentabilité, sur fond d'alignement avec les autres pays de l'OCDE, écrasent tout.

Nous cherchons à poser ce problème dans l'espace public mais les résistances sont énormes, comme si le simple fait de vouloir le poser était une menace pour l'ordre public et la sûreté de l'État. La stratégie qui consiste à pousser à la radicalisation du mode d'action (radicalité ne voulant pas dire incohérence) est inquiétante politiquement, d'autant plus quand elle s'accompagne d'une volonté affichée de contrôle de la parole publique. La question posée ici va très au-delà du corps professoral. Elle interroge ce que nous entendons encore aujourd'hui par service public d'État. La République française est-elle suffisamment forte et confiante en ces fondements historiques pour laisser des espaces de liberté contradictoire en son sein ou a-t-elle besoin, fragilisée par la toute puissance du marché, soumise à des oukases mondialisés, de les éliminer sans discernement ?

Il est urgent de mesurer la gravité de cette question pour nos libertés publiques. Il est essentiel de distinguer une conflictualité politique et un sacrilège, une grève et une prise d'otage, un professeur qui a corrigé ses copies dans le respect des règles républicaines et un terroriste. Si nous ne parvenons plus à faire ces distinctions fondamentales, si nous ne voulons plus de politique pour vouloir l'efficacité et le rendement, nous allons changer de régime. Je ne dis pas dictature ou monarchie de droit de divin mais une forme nouvelle, inédite, dans laquelle l'indifférence au bien public et à l'exigence qu'il porte aura pour effet un effondrement de nos capacités à vivre ensemble dans une République à la fois exigeante et égalitaire. Ne restera que la vindicte d'une opinion enténébrée, les narcotiques du divertissement de masse et une surenchère sécuritaire qui accompagne aujourd'hui la monstrueuse expansion des logiques de contrôles. Il n'est pas certain que les citoyens français aient envie de cet horizon là. Il est encore moins certain qu'ils aient demain la liberté politique de le refuser.

3

La République en marche bafoue les idéaux de la République dans une malversation des signes inédite. Autrement plus réactionnaire que les partis d'opposition sur lesquels il fait planer l'accusation d'anti-démocratisme, autrement plus autoritaire que ceux qui cherchent à faire entendre une autre voix, cet amalgame d'intérêts particuliers menace aujourd'hui les libertés publiques. Ce parti fantoche a pour seul projet politique l'éviction du politique, cette capacité collective à faire droit à une conflictualité représentative. Il n'est qu'une succursale des chambres de commerce. Ces agents, formés pour une large majorité dans des écoles de commerce justement, sont aux antipodes de la culture républicaine qu'ils confondent avec la soumission à l'ordre établi, la caporalisation des agents de la fonction publique et la mise au pas brutale des corps institués. Ce parti trouve, il va de soi, des alliés objectifs dans une classe médiatique qui n'a de rapport au peuple qu'à travers l'écran du prompteur. Une nuance s'impose : la classe médiatique n'est pas homogène. Les différences sont criantes entre un éditorialiste grand bourgeois et un pigiste au SMIC. Pour autant, le rapport de force est indiscutable : le second est au service du premier dans une relation de vassalité qui nous rappelle les us et coutumes des courtisans. Nous le savons, les micro résistances latérales sont de peu de poids face à une machine qui façonne une représentation du monde unilatérale. *La République en marche* tort la République française.

L'anti-parlementarisme qui a pu se faire entendre dans la rue cette année ne saurait être pourtant la solution. Il n'est que la conséquence d'un dévoiement institutionnel, le symptôme d'une défiance inédite sous la cinquième République entre les citoyens et les élus. Mais il peut être exploité cyniquement par ceux qui ont intérêt à confondre la critique d'un parti politique et celle des institutions dans son ensemble. Affirmer que le pacte républicain est rompu parce que des professeurs du secondaire sont en grève, c'est confondre le pacte constitutif de la République et la façon de gouverner d'un parti politique. Nous assistons pourtant à une inquiétante collusion, le parti *La République en marche* s'octroyant le droit de parler et de statuer au nom de la République. Aucun parti politique ne saurait incarner la République française, aucun élu du peuple ne peut dénier aux citoyens, dans les limites du droit, le pouvoir de contester la politique qu'il mène sous prétexte que cette contestation est contraire au pacte républicain. Penser le contraire revient à tenter gravement aux principes républicains auxquels nous sommes attachés.

Voilà ce qui différencie une République et une entreprise, un État de droit et une start-up. Avec pour seuls arguments l'efficacité et le pragmatisme, nous assistons à une éviction du politique. Le politique n'existe pas sans combat et nous ne voulons plus combattre. Mais qui est ce nous ? Ceux et celles qui se contentent de voir le monde administré du point de vue de l'ordre, c'est-à-dire de la *police*. Mais quelle police ? « *Le dernier mot à la crise doit être politique, issu du dialogue et de la concertation. Ce n'est pas un match Police – Gilets Jaunes.* » Cette phrase du CSPN (Commissaires Police Nationale) n'est pas prononcée par un des fameux politiques-experts mais par des citoyens qui ont, dans la cité, une fonction de police. Ils se retournent vers les politiques seuls capables de donner corps à une conflictualité qui ne peut se résoudre dans un « *match Police – Gilets Jaunes* » commenté, tel un journaliste sportif, par le premier ministre français quand il ne parle exclusivement que des gilets jaunes « *hooligans* ». Les professeurs en grève ont eu droit quant à eux et devant une assemblée représentative au doux sobriquet de « *zadistes délirants* ».

Le constat est implacable. Ce qui reste de politique en France est en train, de reculs en reculs et de lois en lois, d'être criminalisé. Tout ce qui pourra créer demain de la

conflictualité sans jouer le jeu de l'insignifiant spectacle dépolitisé aux mains des animateurs culturels (leur différence étant bien souvent qu'une question de goût et d'habitus de classe) sera traqué ou marginalisé. Nié. Cela n'existe pas. Cette analyse même existe à peine, pour quelques lecteurs eux-mêmes marginaux. Ne pas hurler avec la meute, critiquer sans reste la stratégie d'exclusion des « extrêmes », l'instrumentalisation de la mauvaise rhétorique « brun-rouge », tout cela ne *peut* pas exister, ne *doit* pas exister. Dénoncer la dépolitisation des écoles de formation, le triomphe du management le plus abrutissant, la vacuité de discours supposés républicains, autant de mauvaises manies qui ne peuvent que « *jeter de l'huile sur le feu* » contre la « *volonté d'apaisement* » et le « *retour à l'ordre* ».

Faute de trouver des interlocuteurs sérieux, l'affrontement ne peut que se durcir. C'est ce que vise toujours un gouvernement qui cherche à imposer à tous un ordre dépolitisé du monde. La succession de crises dramatiques que nous vivons en France est pourtant essentielle à comprendre. On ne peut pas déceimment gloser sur *le politique*, *le philosophique* ou *la culture* sans interroger la nature des sociétés dans lesquelles nous vivons et pensons. Il en va de la responsabilité de ceux qui ont le temps et les moyens de rendre intelligible une lutte fondamentale pour la République. Pour des raisons de justice sociale, évidemment, mais aussi, et fondamentalement, pour savoir dans quelle société nous voulons vivre demain. Nous, nos enfants et ceux qui croient encore aux valeurs de la République française.

La République n'est pas un état de fait, elle suppose une vie des idées à travers les institutions qui la soutiennent. Cette vie des idées est aujourd'hui menacée, écrasée par un bruit de fond médiatique qui substitue à l'intelligibilité une forme de néo obscurantisme. Vouer à la vindicte de l'opinion des professeurs qui exercent un droit de grève face à un gouvernement qui passe systématiquement en force en feignant des consultations sans effets est une très mauvaise chose pour la République. Mépriser ou feindre de reconnaître des mouvements de protestation populaires, faire usage de la force publique à la place de la négociation politique, accuser des journalistes d'être « *la panzer division* » (Alexis Lacroix à propos de Médiapart sur BFMTV) du populisme pour mieux masquer la réalité qu'ils donnent à voir, sont de très mauvaises choses pour la République.

L'inquiétude est grande de voir notre pays basculer dans autre chose. Peu importe au fond le nom que nous lui donnons et les références historiques auxquelles nous pourrions le rattacher. L'histoire ne repasse pas les plats mais elle nous intime le devoir de veiller à la nature exacte des transformations en cours. Les républicains de tous bords, viscéralement attachés aux libertés publiques et à la cohésion du corps politique, doivent désormais comprendre qu'ils ont une responsabilité historique en face d'un mouvement qui est en train de remettre frontalement en question les idéaux auxquels nous croyons. Cela suppose que nous cessions de penser, sidérés par le houellebecquisme ambiant pour qui « *la République n'est pas un absolu* » (Houellebecq, *France Inter*, deux heures avant le massacre dans les locaux de Charlie Hebdo) que nous sommes impuissants. Ce discours là est aussi celui de la dépolitisation et de la capitulation. Ce en quoi une véritable résistance de la République s'impose aujourd'hui à tous les citoyens de bonne volonté.

4

Dans *La démocratie aux marges*, David Graeber écrit : « *L'expérience qui est aujourd'hui la nôtre n'est pas celle d'une crise de la démocratie mais plutôt celle d'une crise de l'État.* » Il ajoute : « *Si l'on a pu assister ces dernières années, au sein des mouvements altermondialistes, à un regain d'intérêt pour les pratiques et les procédures démocratiques, cela s'est opéré presque entièrement hors des cadres étatiques. L'avenir de la démocratie se joue précisément dans ces espaces.* » Que les États, dominés par des forces économiques qui voient la démocratie comme un problème pour leurs intérêts, s'éloignent des idéaux démocratiques ne signifie pas pour autant que l'avenir de la démocratie se joue désormais hors des cadres étatiques.

En France, bien au contraire, il s'agit de combattre un dévoiement de la République. Nous dénonçons une profonde trahison des idéaux républicains par ce que l'on présente comme une « élite » mais qui ne correspond plus du tout aux critères d'excellence intellectuelle ou morale que l'on aura encore tendance à associer à ce terme. Par élite, entendons aujourd'hui ceux et celles qui ont réussi, par d'innombrables manœuvres, à accéder à des postes de pouvoir. Considérez un à un les membres du parti fantoche LREM qui gouverne aujourd'hui la France et demandez-vous sérieusement si cette « élite » a une quelconque valeur. Cette trahison, y compris nominale (*La République en marche*), nous a fait basculer vers une confrontation insoluble entre ceux qui réclameront demain une démocratie dans les marges de l'État et ceux qui se présenteront comme les garants des institutions républicaines. D'un côté une « zadification » ; de l'autre une répression militarisée au nom de la République et de la paix sociale. C'est cette alternative qu'il nous faut absolument subvertir.

J'ai appris à me méfier de ce spontanéisme démocratique qui consiste à croire que l'ennemi reste l'État alors que celui-ci est de plus en plus faible. Il ne faut pas avoir d'autre rapport à l'État que celui de l'impôt pour ne pas prendre la mesure de cet affaiblissement. Là encore, l'économisme ambiant, omniprésent dans les discours dépolitisés, nous joue de vilains tours. Quand nous parlons de l'État, nous faisons essentiellement référence à l'impôt, aux taxes, aux prélèvements obligatoires et aux moyens coercitifs qui leurs sont associés. Rarement aux fondements de la légitimité de ses institutions, comme si ses institutions pouvaient fonctionner avec n'importe quel type d'homme, comme si remplacer des hommes politiques authentiques par des spécialistes de la communication, des arrivistes sans grandeur aux mains d'intérêts contraires à l'intérêt général n'affectait pas la nature de l'État, ne l'affaiblissait pas fatalement.

Durant l'année, le drapeau français hissé en haut des fontaines, la Marseillaise chantée dans les rues ou le drapeau européen arraché ponctuellement sont autant de symboles d'une réaffirmation populaire de l'État français contre des forces économiques qui le démembrement en ayant intérêt de promouvoir à sa tête une pseudo élite sans grandeur, idéologiquement anti-républicaine. Contre cette logique implacable d'une main mise sur l'État par des réseaux d'intérêts qui n'ont jamais été aussi puissants et homogènes, l'affirmation d'une démocratie à la marge est un contresens historique. Elle correspond exactement à ce que cherche à faire un gouvernement anti-républicain par l'usage tactique de la violence : faire basculer la contestation vers des formes qui laissent les prérogatives de l'État républicain à ses fossoyeurs.

C'est ici que le piège se referme sur l'idéal républicain. Un piège à triple bande : du côté de l'État, en faisant passer des forces anti-républicaines pour les derniers remparts de la République ; du côté des contestataires, en créant les conditions et la narration d'une

révolte anti-étatique ; du côté des consommateurs, en mettant en avant l'État comme un poids mort à dégraisser pour vivifier le sacro-saint marché sans interroger les finalités politiques des hommes garants de ces opérations d'équarrissage. Le problème serait encore et toujours l'État providence jusqu'à affirmer, dans un cynisme abouti, que les contestataires et le gouvernement veulent la même chose : moins d'État, sans que l'on sache ce que recouvre politiquement ce *moins*.

Nous l'écrivons sans cesse : la liberté de l'esprit n'est pas celle du marché, la formation d'un homme est diamétralement opposée à son exploitation économique, l'émancipation des citoyens est incompatible enfin avec les logiques d'asservissement des sujets par une alternance schizophrénique de *ludique* et de *policier*. Notre républicanisme n'est pas celui de la répression étatique, il n'est pas non plus celui de la soumission aux puissants. Il ne réduit pas le peuple à être une foule mais il ne croit pas non plus à sa spontanéité magique. Il faut un cadre pour former un homme capable de repousser les limites du cadre qui l'a formé. La question politiquement sérieuse reste toujours celle-ci : que mettons-nous en face de l'exploitation économique et des logiques d'asservissement ludo-policieres ? C'est justement cette ligne cohérente que l'on veut nous empêcher de penser et qui ne trouve plus guère de représentants sérieux dans le champ politique. Soit nous jouons les économistes de salons avec trois pourcentages, soit nous criminalisons l'opposition aux traîtres de la République en bombant le torse et en défendant la liberté des marchands, soit nous sombrons dans la fascination pour le bruit des bottes et de la schlague. Car ne nous trompons pas, la liberté est toujours politique. Le reste n'est qu'une succursale du commerce. Renoncer à cette dernière, c'est renoncer à notre qualité d'homme. La liberté politique ne se trouve pas au pied du sapin de Noël dans un beau paquet cadeau. Elle n'est pas octroyée par quelques causeurs télévisés. Elle est indissociable d'une émancipation de l'esprit et de la défense réelle de ses conditions d'exercice. En ce sens, radicalement et en toute cohérence, philosopher est un acte authentiquement *politique*. Cet acte, tout autant que le reste, est aujourd'hui détourné de son sens premier par les animateurs du spectacle que nous devons combattre sans relâche. Nous les combattons encore demain, non pas au nom de la philosophie mais au nom de *l'exigence* critique formée à l'école de la République. Nous sommes aujourd'hui destitués du politique et de cette exigence critique, empêchés, censurés, rendus invisibles sous prétexte que tout est publié, distribué, que le pluralisme est partout. C'est un mensonge. Notre démocratie est malade car nous ne parvenons plus à discerner (*krinein*) ce qui mérite d'être vu et ce qui ne le mérite pas. Quant à ceux qui y parviennent péniblement, ils n'auront pas droit au chapitre. Trop illisibles, trop exigeants. Reste le grand mélange, la bouillie : l'excellent, le bon, le mauvais, le médiocre, le débile dans une même bassine. Tout à hauteur de spectacle. La République ne peut supporter une telle complaisance avec la sottise et la vacuité, érigées en principe de gouvernement des hommes, sans se trahir. Cette vacuité n'est pas une fatalité mais une stratégie. Dans ces conditions, le néant politique se militarise, il ne lui reste d'ailleurs rien d'autre à faire.

5

Nous demandons une transparence de la vie publique. Non pas sur un modèle puritain qui n'est pas notre tradition de pensée, étranger à notre culture, mais pour entrer enfin, en France, dans un âge de maturité de la vie politique. Nous constatons, depuis quelques années, des pratiques d'un autre âge, une relation paternaliste et infantilissante aux citoyens, un mépris affiché pour des demandes démocratiques. Les français ne veulent ni d'un monarque, encore moins d'un roitelet de pacotille. Ils ne veulent ni le chaos, ni la trique permanente. Ils demandent à être respectés quand ils manifestent et expriment un désaccord politique dans l'espace public. Ils demandent à être entendus quand on les consulte sur des réformes essentielles pour l'avenir de la République. On ne saurait gouverner un peuple avec des éléments de langage et des effets de communication à peine suffisants pour vendre un paquet de biscuits. Si le niveau syntaxique baisse, il n'est pas certain que la prise de conscience des citoyens français suive la même pente que leur maîtrise de l'orthographe. Internet donne aujourd'hui des moyens inédits de s'informer, de faire le tri, de pouvoir se situer. Là encore, les pouvoirs publics sont à la traîne lorsqu'ils mettent en place d'illusoires dispositifs anti-fake news ou des décodages qui ne décodent rien du tout. Tout cela n'est pas la hauteur de la situation.

Il est frappant, et pour tout dire très inquiétant, de mesurer le décalage entre les décideurs publics et les revendications citoyennes. La grève exceptionnelle des professeurs du secondaire fut un exemple parmi tant d'autres de l'incapacité structurelle de mener une politique concertée qui ne soit pas un passage en force permanent. A moins qu'il s'agisse d'une stratégie qui ne doit rien au hasard, une stratégie qui ne peut conduire à terme qu'à la défiance généralisée, à la logique du pire. Il est triste de voir un président de la République française sifflé un 14 juillet, il l'est tout autant de lire que cette situation inédite est circonscrite à quelques agitateurs « bruns-rouges ». Comment en est-on arrivé à une telle faiblesse dans l'analyse politique ? Oserais-je dire à une telle servilité ? Je le dis. Car c'est aussi de cela qu'il s'agit, un grand renoncement, une capitulation collective. De cela, le peuple est aussi responsable. On ne peut pas décevantement accuser des politiques que l'on met au pouvoir, dans un état de somnambulisme avancé, de mener la politique – ou l'absence de politique – qui figurait en haut de leur programme. Nous avons aussi les gouvernants que nous méritons. Certes les moyens pour tordre et orienter l'opinion publique sont puissants, inédits, mais ils nous renvoient à notre responsabilité de citoyens. Libre à nous de ne pas vouloir vivre dans le village de Pinocchio.

Une résistance de la République s'impose donc, une nouvelle forme d'exigence qui devra en passer par toutes les bonnes volontés. Les insultes envers le corps professoral, la vulgarité de toutes ces grandes gueules qui s'autorisent, pour avoir un micro sous la bouche, à ne pas penser est une infamie dont il faut avoir pleinement conscience. Les propos d'un guignol à écharpe rouge envers les chômeurs sont une honte. Les jugements à l'emporte-pièce sur des hommes et des femmes en jaune qui se sont engagés toute une année pour réveiller la conscience politique de leurs concitoyens sont souvent misérables. Tous ces chirurgiens du spectacle ne méritent pas la France. Ne baissons pas la tête, faisons valoir des exigences pour le bien de tous et contre une poignée d'hommes et de femmes qui ne tirent pas la République française vers le haut.

6

Nous sommes en face d'objectifs et de comportements qui sont en tous points étrangers aux valeurs de la République, en face de stratégies d'intimidation qui sont en train de mettre à mal la confiance des citoyens envers ceux qui sont supposés être les garants de l'ordre public. Nous sommes désormais nombreux à faire ce constat d'une dérive inquiétante de l'exercice du pouvoir, en France, d'un contournement systématique des prérogatives de l'Assemblée nationale au profit d'un gouvernement par décrets et ordonnances dans une précipitation qui ne doit rien au hasard. Ce que les éditorialistes perroquets appellent le « *calendrier politique* », à savoir les différentes stratégies pour se maintenir au pouvoir, prend le pas désormais sur l'intérêt général quand celui-ci n'est plus que l'alibi d'une action publique qui ne lui doit aucun compte. Quels sont aujourd'hui les contrepoids réels de cette dérive inquiétante ? Nous les cherchons.

Qui ira se plaindre d'une perte de liberté dont il n'a pas conscience, une liberté que l'on croit naturelle quand elle n'est au contraire qu'un fait d'institution. Dressés à la conception libérale de la liberté, celle de John Lind (1737-1781) pour qui la liberté « *n'est rien d'autre que l'absence de coercition* », les consommateurs dépolitisés ont fini par accepter massivement l'idée selon laquelle il peuvent être « libres » indépendamment de la nature exacte du régime politique qui les gouverne. Une formule – *la République en marche* – et les voilà rassurés.

La réforme de l'éducation nationale est ici exemplaire. Un maître mot : *le libre choix*. Une ligne directrice : la supposée absence de contrainte. Cette idéologie du libre choix (car il s'agit bien d'une idéologie) est aux antipodes d'une conception sérieuse de la République qui donne plus d'importance à la liberté des personnes qu'aux choix des individus. Cette distinction est essentielle mais elle n'est plus pensée car *la doxa* néolibérale nous impose de rabattre l'une sur l'autre. Nous serions libres car nous pouvons faire individuellement des choix libres. Le cadre institutionnel dans lequel ces choix s'expriment devient alors transparent pour des consommateurs dépolitisés qui se vivent comme des atomes de liberté hors sol en face d'un menu qui flatte leur pseudo autonomie de jugement.

Au fond, il importe peu que la société dans laquelle opèrent ces choix soit profondément inégalitaire, que l'on puisse constater et accumuler les preuves d'une rupture d'égalité vis-à-vis du pacte républicain, que l'institution ne puisse plus garantir une égalité territoriale dans l'application d'un droit égal pour tous. Tout cela passe au second plan voire au troisième. Nous en avons encore fait l'expérience avec la rupture d'égalité de traitement des élèves dans une situation de grève exceptionnelle du baccalauréat qui a révélé de façon criante et dramatique l'opposition entre ces deux modèles de liberté : la liberté du choix (individualiste, consumériste qui justifie en retour des expressions comme « *prise d'otage* » ou « *intérêt de l'élève* ») et une conception républicaine de la liberté qui refuse toute forme de domination, qu'elle soit publique ou privée, dans la mesure où elle vient rompre le pacte d'égalité qui lie les citoyens entre eux. Longtemps ce modèle a prévalu en France. Il est aujourd'hui menacé, frontalement attaqué par une conception anglo-saxonne de la liberté cohérente avec l'hégémonie des intérêts du commerce sur ceux des valeurs républicaines. *La République en marche* est, en France, le faux nez de cette attaque contre le pacte républicain.

Les critiques du néo-libéralisme qui ne parviennent pas à se placer, pour des raisons idéologiques, sur le terrain d'un néo-républicanisme à refonder n'ont strictement aucune valeur politique. Bien au contraire, fascinées par le culte de l'individu émancipé, elles reconduisent de façon somnambulique les principes directeurs du modèle qu'elles feignent de critiquer. Elles trouvent d'ailleurs de bons échos dans les succursales du marché (libertarisme de pacotille, individualisme critique d'apparat, hédonisme libertaire de rien du tout). Ce sont de pâles indignations morales, incapables d'opposer au pouvoir autre chose que de juvéniles rodomontades. Le petit monde de la culture dépolitisée en est d'ailleurs friand. Le succès mondain de ces insignifiantes sucreries est inversement proportionnel à leur efficacité politique.

Dans *Néo-républicanisme et néo-libéralisme* (in *Demain, la République*, 2018, Le bord de l'eau), Philip Petit résume cela parfaitement : « *En se concentrant sur le choix libre plutôt que sur la personne libre, la nouvelle théorie de la liberté diminue le souci pour la domination, privée comme publique. Selon cette nouvelle théorie, il n'importait pas que l'on vécût sous la domination privée d'un maître pourvu que celui-ci proposât un contrat et n'imposât effectivement aucune coercition.* » Quelle est l'origine de notre liberté ? Est-elle politique ou économique ? C'est justement cette question fondamentale que nous devons aujourd'hui trancher. C'est aussi cette question qu'il nous est difficile de poser publiquement tant le modèle néo-libéral autoritaire ne souffre aucune contestation possible, la seule façon de l'ébranler étant de lui opposer, dans un renversement des termes sidérants, des « événements voyous » (*rogue events*). Pour un républicain authentique, c'est la loi qui nous fait libre, le parlement étant la condition *sine qua non* de son élaboration. Pour les faux nez de *la République en marche*, c'est la liberté contractuelle du marché adossée à la logique du choix individualisé. La réforme du lycée est parfaitement indexée sur cette logique.

Il va de soi que ces problèmes sont essentiels mais constamment obscurcis par un traitement de l'information publique volontairement confusionniste. Au lieu de poser le problème en termes politiques, les gouvernants flattent une opinion dressée aux logiques consuméristes du libre choix. Le vocabulaire de la « *prise d'otage* » est exemplaire de ce dressage anthropologique : il conforte le modèle économique dominant en infantilisant les citoyens, il réaffirme l'ordre de la domination du marché en flattant une conception dépolitisée de la liberté. C'est cela qu'il nous faut affronter désormais. Les stratégies de l'autoritarisme néo-libéral le savent parfaitement, d'où l'intérêt qu'ils ont à évider au maximum les contenus d'enseignement d'une dimension critique et politique au nom de la confiance, l'hypnotisme généralisé et d'un patrimoine républicain purement formel. Ce n'est pas simplement d'une opposition à un parti de gouvernement dont il est question mais d'une interrogation fondamentale sur la nature de nos libertés et du type d'homme que nous devenons.

Emmanuel Macron a quarante ans de retard, son âge. Il est né vieux. Incapable de comprendre l'évolution d'une société qu'il ne connaît pas, il se fantasme en révolutionnaire quand il n'est qu'un passéiste. Le modèle économique qu'il promeut est en train d'agoniser en même temps qu'il triomphe. Son école de l'hyperspécialisation est à contre courant de l'évolution du marché du travail dans lequel la disponibilité de l'esprit sera autrement plus importante demain que la spécialisation des tâches à accomplir, une spécialisation qui sera bientôt réservée exclusivement à l'intelligence artificielle et à la robotique. Sa réforme des retraites est incapable d'anticiper sur la question fondamentale du partage du temps de travail dans une société qui, structurellement, devra se penser au-delà du travail tel que nous le connaissons. Retarder les départs à la retraite pour les uns, c'est retarder l'entrée sur le marché du travail pour les autres. Cette conception punitive à grand-papa est une nouvelle fois à côté de la plaque. Au lieu d'améliorer la qualité, de densifier les contenus, les plans de formation sont systématiquement allégés, ce qui rendra à terme les compétences humaines dérisoires à côté de celles des machines qui nous écraseront. Son individualisme startupper est plus proche des délires du *self made man* des années 80 que de la réalité des nouvelles formes de solidarité en 2019. Enfermé dans un univers mental dépolitisé, Emmanuel Macron va faire perdre un temps précieux à la France sous couvert de progressisme. La relégation de l'écologie politique dans une note en bas de page de la soumission au marché scelle aujourd'hui l'ineptie d'une politique qui a quarante ans de retard.

Aux antipodes de ces vieilles lunes économiques, l'idée républicaine a du vent dans les voiles. Ce qui est cohérent politiquement. Louis Blanc avait raison de dire, en octobre 1872, « *qu'il n'y a que les idées qui mènent le monde* ». C'était vrai hier, ce le sera demain. Peu importe le gouvernement des hommes, l'incarnation et les pseudo ravalements de vitrines. Les idées d'Emmanuel Macron sont vieilles et elles seront balayées demain par une relocalisation de l'action politique effective, une prise en compte de l'écologie politique pour que nous puissions encore habiter la terre et une démondialisation sereine qui cherchera la décroissance de nos modèles économiques dans un équilibre des forces retrouvé. Tout le contraire du modèle aujourd'hui promu à grands renforts de modernisme et de disruption par des perroquets incapables de comprendre la nature exacte des transformations en cours. Formés il y a vingt ans dans le creuset d'un économisme rigide, les hommes et les femmes aujourd'hui au pouvoir ne comprennent rien à l'évolution de nos sociétés, à la volonté d'en finir avec le paternalisme politique, aux demandes démocratiques. Emmanuel Macron est arrivé trop tard, il s'est trompé d'époque. L'époque est en train de lui rendre la faiblesse de ses analyses politiques, lui le soi-disant stratège, le « philosophe en politique ». Au fond, il sera le Habermas de la politique française, celui qui a pris le mauvais virage au mauvais moment, celui qui n'aura rien compris au monde qu'il prétendait penser.

La défense du service public, et avec lui de la République, est un combat fondamental pour résister à cette vague rétrograde et autoritariste, autoritariste car rétrograde. Thatcher-Macron le vieux croit acheter le peuple avec trois bouts de ficelle, il se trompe lourdement. La prise de conscience des citoyens est autrement plus profonde que cela. On ne peut pas faire l'aumône pour survivre dans un monde qui vous expulse. Innombrables sont les citoyens français qui se sentent expulsés de leur monde, c'est aussi à cela qu'ils résistent avec force. Que la forme de cette résistance soit difficile à trouver, que les expressions de cette résistance se cherchent, que la violence physique soit aussi un chemin et une impasse, ne doit pas surprendre. La liberté politique est à reconquérir, pas à pas, étape par étape. Cela suppose un projet de résistance qui trouve dans l'histoire des

modèles à réinventer. La République n'est pas une forme stable mais un idéal qui nous permet de mesurer l'ampleur de la trahison quand un parti usurpe sa valeur en conservant le mot. Il va de soi que ce projet de résistance de la République suppose l'articulation (plutôt que la convergence) de sensibilités politiques différentes, qu'il n'est pas le mot magique d'une réconciliation. Loin de là. Il est plutôt la condition d'une survivance de la conflictualité politique quand celle-ci est balayée par le tout marché.

Nous devons aujourd'hui faire droit politiquement à un au-delà du politique, ce que rend possible l'idéal républicain. Lorsque nous parlons du vide, du néant de nos pseudo démocraties marchandes, nous assumons des jugements de valeur, nous brisons le cercle de la sidération relativiste qui nous interdirait d'établir des échelles de valeur. Non pas pour faire de ces échelles les nouveaux alibis d'une domination politique mais pour réaffirmer que la politique ne peut se passer des échelles de valeur. Les technocrates bon ton acceptent ses hiérarchies dans leur vie privée mais les refusent démagogiquement pour le peuple dont il favorise l'abrutissement à condition qu'il soit rentable pour eux. Contre eux, nous assumons de faire un usage public de la raison et des jugements de valeur et nous livrons ces jugements aux jugements de l'opinion. L'usage privé de la raison est le tombeau de la liberté des peuples.

Thatcher-Macron sera balayé par l'histoire, il n'y a aucun doute à cela, mais les dégâts, en France, peuvent être considérables : pour notre système de santé, de formation, pour l'école, pour la cohésion nationale qui est en train de se déliter. La rhétorique de la « zadification » de l'opposition politique est un signe inquiétant de cécité, une défense à la fois grotesque et inquiétante. Elle est contraire à la raison que les républicains ont toujours cherché à rendre « populaire ». La République sociale de Jean Zay d'ailleurs plutôt que la République politique de Jules Ferry car la politique des politiques, nous le savons aujourd'hui aujourd'hui, a trop souvent tendance à se passer de la société qu'elle gouverne. Thatcher-Macron avait en partie raison : nous assistons au retour de la société civile. Mais pas la sienne, celle de ceux qui réussissent (sur quel modèle misérable de réussite d'ailleurs ?) mais celle de ceux qui ne sont justement rien. Cette société qui est en train, forte de son histoire, en France, de se lever contre le vieux monde, autoritaire et passéiste, mondialisé et abrutissant, destructeur de la nature et amnésique des leçons de l'histoire. Les Républiques nationales, une idée neuve en Europe.

8

Nul ne devrait craindre, dans une République authentique, de s'adresser franchement à ses concitoyens. Nous retrouvons ici une valeur fondamentale de la démocratie grecque, la *parrhêsia*, la possibilité de tout dire politiquement. Ce droit de franchise est la condition fondamentale de la vie démocratique. Les régimes monarchiques ne se trompent pas, eux qui le refusent explicitement aux citoyens. Il est certain que la vérité des plus faibles peut être désagréable aux oreilles des puissants, surtout quand elle ne joue pas le jeu des formes et des usages qui ménagent hypocritement les sensibilités de la cour. Mais sans elle, le pouvoir se fait hégémonique. Il devient une domination aveugle et brutale, une force qui échappe à toute relation dialectique. A terme, il se condamne. Il est certes désagréable, pour des ministres d'État, de s'entendre dire que l'école de la confiance risque d'aggraver la défiance des professeurs, que l'usage disproportionné de la force brise le pacte républicain ou que l'on ne peut pas à la fois soutenir la suppression de l'ISF et se vautrer dans le luxe comme de gros cochons.

Être privé de cette liberté de parole, c'est être privé de toute liberté, Démosthène l'affirmait déjà. Avoir peur de perdre son emploi pour avoir formulé une critique qui a d'autres ambitions, pour la cité, que l'accumulation d'épices, ne constitue en rien un progrès. Bien au contraire, la flatterie conforme à l'ambition des petits chefs est incompatible avec la vie politique. Mais Platon lui-même se méfiait de la *parrhêsia*, il n'utilise pas le mot dans *l'Apologie de Socrate*, ce procès du philosophe et de la philosophie. Il lui préfère l'ironie car il sait que le franc-parler peut être aussi un droit de licence, une parole dégénérée qui perd de vue le bien commun. La nuance est subtile car il n'existe pas de norme juridique entre l'*agon* fécond qui met en mouvement l'esprit et le *polemos* qui peut dégénérer en corruption stérile des idées et des hommes. Nous n'avons pas ici à trancher. Les citoyens doivent être suffisamment éclairés pour reconnaître les vertus d'une parole qui ne joue pas le jeu pour vouloir le vrai, les méfaits d'une parole qui, sous couvert de franchise, nous interdit son accès. Seule l'éducation peut cela, une éducation au politique qui ne se contente pas de saupoudrer des savoirs experts et des apprentissages mécaniques. Ce saupoudrage ressemble déjà à notre école. C'est aussi pour cette raison que l'intrusion systématique du marché dans la formation des esprits augmente la servilité tout en affaiblissant nos libertés. Nous la combattons.

Dans une République authentique, les hommes et les femmes peuvent se regarder dans les yeux. Pas simplement à hauteur mais aussi du bas vers le haut, sans avoir peur pour leur vie. Sans la confiance que l'on place dans la loi qui garantit la liberté de parole, la parole ne peut plus échapper aux forces qui l'empêchent et les libertés publiques reculent inexorablement. Ce qui vaut pour la caricature, vaut pour la critique. Le test du regard (*eyeball test*) consiste à pouvoir se regarder dans les yeux, s'exprimer librement quand la parole est une provocation à agir pour la correction des injustices. Que les lobbies expriment leurs intentions au grand jour, droit dans les yeux, que les citoyens puissent juger en conscience ce qu'ils estiment être juste. Que les médias prouvent (ce que certains font) les ressorts de leur probité dans le traitement de l'information en regardant les citoyens en face. Que les hommes politiques affrontent réellement les objections qui viennent du peuple au lieu de se cacher derrière des formules aussi creuses que méprisantes pour l'intelligence collective qu'ils ont pourtant la prétention d'orienter. Au jeu du *eyeball test*, notre démocratie recule.

Les historiens de la Grèce antique ont constaté que le déclin de la politique dans la cité s'accompagnait d'une modification du sens donné au mot *parrhêsia*. Ce dernier

désignait moins le droit de s'exprimer librement dans la cité et aux yeux de tous qu'un usage privé de la critique réservé aux petits cercles d'amis. Ce glissement sémantique, ce passage de l'usage public de la parole à son usage privé, ne peut qu'affaiblir la République. Nous le constatons aujourd'hui Combien d'hommes et de femmes distinguent nettement usage public et usage privé de la parole, combien tiennent des jugements en privé qu'ils se gardent bien d'exprimer publiquement ? Derrière cette duplicité, l'intérêt privé, toujours. Qui a intérêt à critiquer publiquement les discours d'hommes et de femmes qui pourraient le servir le jour venu, dont il peut attendre une aide bénéfique pour ses actions futures ? Quand tous les citoyens seront devenus des marchands, quand ils auront tous intérêt à se ménager les uns les autres, la République ne sera plus et ils ne seront plus citoyens. Ne restera qu'une administration des biens et des services, privative pour tous. C'est ce modèle de régime dépolitisé qui est train de se mettre en place en France, c'est contre lui que des citoyens sont en train de reprendre la parole et des couleurs. Le jaune fut, à ce propos, la couleur de l'année. Les réactions épidermiques du gouvernement, la volonté de museler la parole des fonctionnaires, les tentatives à peine voilées d'intimidation ne sont que des étapes vers cette sortie du politique. Demain, pourrions-nous nous regarder encore, avec franchise, droit dans les yeux, pourrions-nous soutenir le *eyeball test* ?

Au fond, que craignons-nous le plus ? Les excès d'une parole libre, critique, radicale, ou le sirop hypocrite des marchands pour qui les valeurs de la République sont bonnes dans la mesure où elles ne limitent pas leurs bénéfices ? En toute logique, ceux qui choisissent la parole libre sont aussi ceux qui ont le moins à perdre. Ce sont pourtant eux qui passent pour anti-républicains aux yeux de ceux qui en méprisent les valeurs les plus essentielles. Ce mépris prend la forme d'un respect de la paix civile qu'ils confondent avec la paix de leur commerce. Contre eux, nous devons réintroduire une conflictualité réelle. Soit les gouvernements l'acceptent et modifient leur façon de gouverner, retrouvant ainsi une logique dialectique entre le faible et le fort ; soit ils assument ouvertement une forme de violence physique et symbolique, révélant, aux yeux de tous, la corruption dont ils sont les agents. Dans les deux cas, la République ne peut qu'y gagner.

Bordeaux le 21 juillet 2019